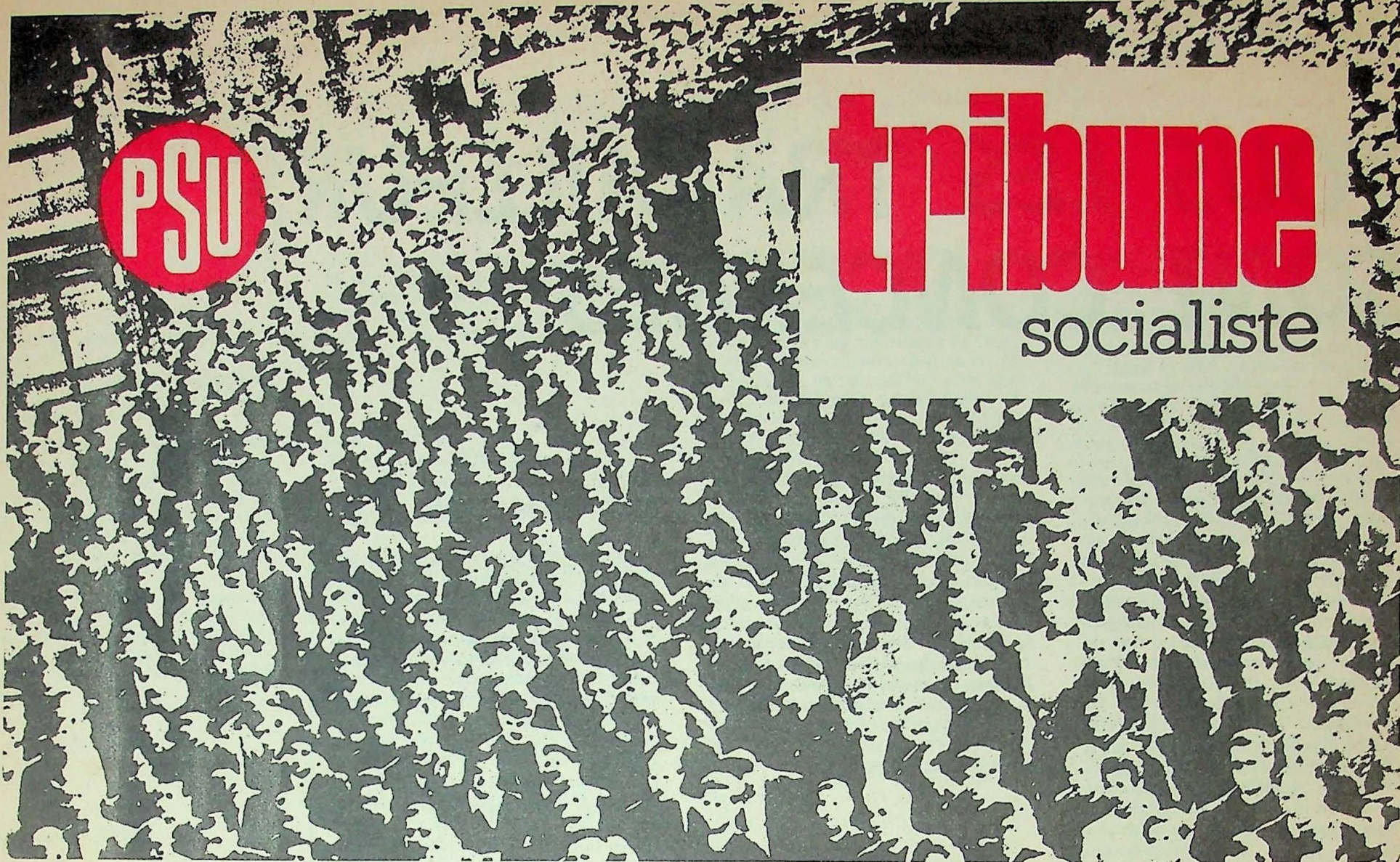




tribune

socialiste



RENAULT



**L'OFFENSIVE OUVRIERE
PEUT FAIRE RECULER
LE PATRONAT
UNIFIONS NOS LUTTES**



**BERLIET PEUGEOT CIBA
RHODIA - SNCF - RATP**



TOUS LES TRAVAILLEURS SONT CONCERNÉS

Dans notre pays les travailleurs exploités de la grande industrie produisent de plus en plus de marchandises et augmentent sur une large échelle les richesses matérielles de la société. Depuis 1968 la productivité du travail qui est le principal instrument de mesure du progrès technique et économique, a fait un bond en avant considérable. Pour beaucoup cela entraîne l'opulence et une vie plus agréable. **Pour les travailleurs, par contre, produire plus ne signifie pas libération, mais bien augmentation de leur dépendance par rapport à l'organisation capitaliste du travail, insertion plus étroite dans un réseau de contraintes** qui vise à les faire produire encore plus de profit pour les détenteurs du capital. En échange de ces chaînes, de plus en plus lourdes, les salariés de l'industrie ne touchent que quelques miettes supplémentaires sous forme d'augmentations de salaires dérisoires, car elles ne leur permettent pas de satisfaire vraiment certains de leurs besoins les plus essentiels (logement, loisirs, etc.) ou de faire face sans difficultés croissantes aux transports quotidiens.

LA REVOLTE DES PARIAS

Cette situation, qui est commune à l'ensemble du prolétariat industriel moderne, pèse particulièrement sur les ouvriers spécialisés ou O.S. Considérés comme une masse d'hommes interchangeable par le patronat, voués aux travaux les plus pénibles et les plus monotones, frappés les premiers par les licenciements, ils savent que dans le système capitaliste leur vie de travail ne peut être qu'une longue suite d'ennuis. Or, pour la plupart ils ont acquis une qualification, certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.), quelquefois même le bac technique dans l'enseignement. Ils ressentent donc douloureusement le fait d'être réduits à ce travail en miettes, taillé sur mesure pour leur sucer leurs forces vives. Ils ne peuvent pas ne pas s'apercevoir que les considérations techniques données pour les maintenir dans cet état cachent en réalité la volonté de les subordonner aux machines, de les affaiblir face au personnel dirigeant. Aussi sont-ils de plus en plus nombreux à se rendre compte que la qualification n'est pas une catégorie neutre ou l'expression simple d'une compétence. Ils sont parmi les premiers à la saisir comme un rapport social sanctionné par un rapport de force. Ils savent que la barrière qui les sépare des ouvriers professionnels (O.P.) n'est, dans de très nombreux

cas, que purement formelle (sauf sur le plan de la rémunération). C'est pourquoi on les trouve souvent à la pointe du combat contre la hiérarchisation des augmentations de salaires, pour la rotation sur les postes de travail, pour la mensualisation et plus généralement contre le système de la caserne industrielle. **En réalité leur action met en danger « toute l'organisation actuelle de la production, telle que l'ont conçue les technocrates et le patronat »** comme le constatait « le Monde » du 12 mai.

POURQUOI ILS SE BATTENT ?

Est-ce une lutte catégorielle ?

Est-ce une bataille visant à une augmentation de salaires, menée par des ouvriers qui sont moins sous-payés que d'autres ?

NON. Les revendications des O.S. sont précises :

1° Ils remettent en cause la cotation par poste — cette marque de l'asservissement de l'homme à la machine — puisque c'est le poste qui est payé et non le travailleur ;

2° Ils réclament la refonte de la grille des salaires — cette multitude de classifications qui divisent les travailleurs, les opposent les uns aux autres, pour le plus grand bien du patronat.

Les mots d'ordre sont unifiants :

— **Statut unique de l'O.S. au cadre ;**

— **Réduction du nombre des coefficients et classes ;**

— **Diminution de l'écart des salaires par le relèvement des bas coefficients.**

Ces revendications mettent en cause tout le système hiérarchique — base de l'oppression capitaliste. Elles concernent tous les travailleurs.

Refuser d'élargir la lutte, vouloir la limiter aux seuls O.S., c'est donc à l'évidence faire le jeu du patronat et de l'Etat capitaliste.

UNIFIER LES TRAVAILLEURS

Si l'on tient compte de toutes ces données, on comprend mieux l'importance de la grève qui est partie de Renault Le Mans. Un accord avec la direction avait été signé quelque temps auparavant, mais il avait précisément pour caractéristique d'ignorer le problème du statut des O.S. ou plus exactement, les revendications de ceux-ci sur les grilles de salaires. Les O.S. du Mans ont montré qu'ils n'entendaient pas se laisser faire. Leur mouvement a surpris tout le monde par sa vigueur et sa ténacité, par sa force contagieuse sur l'ensemble du complexe Renault à peu près complètement paralysé en quelques heures. Mais ce qu'on ignore généralement c'est que la lutte de Renault n'est pas une manifestation isolée. Les usines Berliet de Venissieux et de Montplaisir sont secouées en ce moment par des grèves bouchons et des grèves perlées, et des assemblées du personnel qui vont se tenir incessamment peuvent entraîner une extension du conflit. A la Rhodia-Belle Etoile de Lyon, des grèves tournantes d'une heure par semaine et par équipe pratiquées depuis janvier dernier, font place depuis deux semaines à des grèves tournantes pour la révision des grilles et la mensualisation. Une manifestation de tous les travailleurs de la région lyonnaise doit avoir lieu le 12 mai.

LIMITER L'ARBITRAIRE PATRONAL

La combativité de ces « bonnes à tout faire » de l'industrie ne peut donc être niée, mais le problème central est que leur lutte n'est pas suffisamment comprise et popularisée dans les masses. La tâche principale de l'heure pour les révolutionnaires est par conséquent de faire comprendre qu'il ne s'agit pas d'une lutte catégorielle, mais d'une lutte qui attaque le capitalisme dans ses fondements, qu'elle intéresse aussi les O.P. et les mensuels dans la mesure où elle secoue un système hiérarchique qui les exploite et les opprime aussi. **Tous les travailleurs sont en réalité concernés par une bataille qui, si elle était gagnée, réduirait considérablement la marge de manœuvre du patronat, limiterait son arbitraire dans la manipulation des salaires et des primes, des horaires et des cadences de travail. C'est rien moins que cela qui est en jeu.**

SOMMES-NOUS GAUCHISTES ?

- Si cela veut dire que nous nous battons pour des augmentations uniformes des salaires, contre les cadences, le poids de la hiérarchie oppressive, l'insalubrité, **OUI.**
- Si cela veut dire que nous refusons les contrats de progrès et que nous affirmons que les travailleurs n'auront que ce qu'ils prendront, **OUI.**
- Si cela veut dire que nous pensons qu'il est légitime que les travailleurs opposent à la violence quotidienne qu'ils subissent de la part du patronat la violence de masse, **OUI.**
- Si cela veut dire que nous luttons aux côtés de tous les militants sans exclusive victimes de la répression, **OUI.**
- Si cela veut dire que nous voulons que l'ensemble des travailleurs organisent leurs luttes par des assemblées où tous s'expriment et décident, **OUI.**

COMMENT CONTINUER ?

EST-CE QU'« ILS » PEUVENT PAYER ?

Ils peuvent payer quand « ils » y sont obligés.

Avant Mai 68, le SMIG ne pouvait pas être augmenté ; après Mai, il l'a été de 60 %.

D'ailleurs, les travailleurs savent bien que les caisses sont toujours vides et qu'il y a impossibilité de satisfaire leurs demandes. Mais, lorsqu'ils imposent leur revendication par la lutte, les résultats sont souvent positifs. Donc, « savoir s'ils peuvent payer » est un faux problème.

Mais, tous les arguments économiques, tous les chiffres finissent par impressionner les travailleurs. Derrière tous ces faux débats, se cache le vrai problème : l'Etat et les patrons ont peur.

« ILS » ONT PEUR

• *Ils ont peur des répercussions.* Si les OS du Mans obtiennent satisfaction, toutes les autres catégories de la Régie chercheront à faire aboutir leurs propres revendications. Si les travailleurs de chez RENAULT obtiennent une victoire, tous les travailleurs en France profiteront de la situation ainsi créée pour arracher de substantiels avantages.

Ce qui est inacceptable par l'Etat et les patrons.

• *Ils ont peur d'une situation « à l'italienne ».* Des conflits éclatent dans tous les coins en Italie. Plus rien n'est contrôlable par le patronat. La productivité n'augmente pas avec la hausse des salaires, les luttes se poursuivent... La bourgeoisie maîtrise difficilement la situation. L'Etat et les capitalistes français ne veulent pas se retrouver face aux mêmes problèmes.

• *Ils ont peur de la mise en pièce de la politique des contrats.* Un accord a été signé en février entre la Régie et les syndicats (excepté la C.F.D.T.) pour l'année 1971. Pendant cette période, la paix sociale devait régner. Seulement, des OS et particulièrement ceux du Mans en ont marre, ils se sont mis en grève. Cette politique des contrats ne répond pas à leur attente. Elle n'avait rien résolu pour eux. Même si des accords sont signés entre syndicats et patrons, les travailleurs n'en acceptent pas les clauses et remettent en cause cette politique de « paix sociale » désirée par le capital.

• *Ils ont peur de perdre le pouvoir dans les entreprises.* De plus en plus, les travailleurs remettent en cause l'organisation du travail (Le Mans, Batignolles, Roubaix, Merlebach...), les cadences (Caterpillar, Berliet, Rhodiaceta...), ils prennent des décisions en assemblées de personnel et ils les appliquent tout de suite. C'est une application du contrôle ouvrier.

Bien sûr, cette situation pose aux patrons le problème de savoir qui a le pouvoir dans l'entreprise : le patron ou les travailleurs ?

Face au conflit qui a éclaté à Renault, Etat et patrons ont besoin de montrer qu'ils gardent toute leur autorité, qu'ils peuvent mettre en échec le mouvement des travailleurs d'un secteur parmi les plus importants économiquement et célèbre pour sa tra-

dition de combattivité. Quel coup porté aux espoirs de lutte de tous les travailleurs ! Pour mettre en échec la grève, les patrons ont tenté une tactique : le pourrissement.

LES TENTATIVES DE POURRISEMENT DES LUTTES PAR LE POUVOIR

Le patronat et surtout le gouvernement qui s'abrite derrière lui, essayent de jouer sur plusieurs tableaux :

— ils présentent la grève des OS du Mans comme une grève de privilégiés, lançant une grande campagne de presse où ils comparent la situation des femmes de Moulinex qui gagnaient 700,00 F par mois (et qu'ils se mettent à se plaindre) à celle des ouvriers manceaux (qui gagnent plus de 1 200,00 F).

— Ils mettent au chômage pratiquement tous les travailleurs des ateliers de la Régie, pensant que ceux-ci en rejeteraient toute la responsabilité sur leurs collègues du Mans.

— Ils refusent toutes négociations sur les revendications, pour des raisons dites « d'équilibre financier ».

Cela peut-il réussir ?

C'est en tous cas, une démarche que le pouvoir pense subtile : durcir dès le départ sa position, en rejeter la responsabilité sur les nombreux travailleurs en lutte chez Renault, montrer sa fermeté et sa volonté de ne pas se laisser faire, et puis, voir ce qui se passe...

Mais, les OS ne se laissent pas faire. Ce sont eux les premiers qui l'ont montré en disant à leur patron : « On ne veut plus travailler dans les conditions que vous nous imposez, et puis, qu'est-ce que c'est que ce procédé de calcul de nos paies ? Ce n'est pas juste ! On n'en veut plus. »

Cependant, en étendant le conflit, le patronat a pris des risques. Très vite, cela a été la grève illimitée, des meetings, des assemblées, des décisions d'occupation d'usines par les travailleurs. Ce n'était plus seulement les OS de l'atelier FF du Mans qui avaient quelque chose à dire à leur patron, mais tout le MONDE.

Aujourd'hui, le pouvoir ne veut plus voir que les problèmes soulevés par les OS du Mans, alors que tout le monde est touché par son « lock-out ».

Mais, l'extension du mouvement pose aussi des problèmes politiques :

— Seule une catégorie de personnel s'est déclarée en grève ou a été mise au chômage : celle des OS. Ouvriers professionnels, techniciens, cadres n'entrent que très lentement dans la lutte.

— Ce fait est accru par la diversité des plate-formes revendicatives. Ex : à Cléon, on revendique sur la révision de la grille, la suppression des indices les plus bas, l'abaissement de l'âge de la retraite... Alors qu'au Mans, on en est resté au simple relèvement des indices.

— Une grève qui se prolonge doit trouver les moyens de maintenir le degré de mobilisation par une participation accrue des travailleurs et l'élaboration collective de nouvelles propositions d'action.

— L'extension même du mouvement à l'ensemble des usines du groupe puis à d'autres entreprises extérieures à la Régie pose le problème des perspectives générales à l'intérieur desquelles le mouvement peut se situer.

Comment réagir ?

LA RIPOSTE OUVRIERE

L'ampleur du mouvement qui entraîne l'ensemble de l'entreprise métallurgique la plus importante de France (100 000 travailleurs) doit servir de détonateur à un mouvement plus vaste. Berliet, Peugeot partiellement, la R.A.T.P. entrent en lutte. Les débrayages de vendredi dans la métallurgie prouvent que les travailleurs sont prêts à se battre. Nous pensons qu'un tel potentiel doit permettre aux travailleurs d'obtenir de réels succès dans leur lutte contre l'exploitation capitaliste. Mais, pour cela, il est nécessaire de généraliser le mouvement par des revendications unifiantes qui permettent à l'ensemble des travailleurs des usines en lutte de se sentir concernés.

Les 40 heures, l'abaissement de l'âge de la retraite, bloqués avec des revendications intéressantes plus particulièrement les travailleurs à la production, comme les cadences et le statut unique du manœuvre à l'ingénieur, permettraient de souder le mouvement.

Mais, le mouvement unifié ne peut réussir pleinement que si la lutte se durcit, si les grèves avec occupation deviennent des grèves actives dans lesquelles chacun prend ses responsabilités et où chaque travailleur se considère comme un délégué (c'est-à-dire ne pas faire des grèves passives où les entreprises ne sont occupées que par une minorité de travailleurs, ce qui peut servir les provocations patronales, comme par exemple Cléon et Flins où des cadres et des nervis ont attaqué les ouvriers).

La seule méthode pour y répondre doit être l'occupation massive par les ouvriers, 24 heures sur 24, du lieu d'exploitation, l'organisation de la solidarité, la liaison de l'ensemble des couches populaires des régions concernées (femmes, étudiants, paysans...), l'organisation de manifestations avec explication du travail à la chaîne.

Dreyfus prétend que les OS de chez Renault sont bien payés mais il veut ignorer le travail aux pièces, le travail à la chaîne, le travail de nuit, l'hygiène, la sécurité.

A tous ces problèmes, les travailleurs sont très attachés. Ils veulent, et ils ont raison, contrôler leurs conditions de travail, mais l'organisation capitaliste du travail ne veut à aucun prix que les travailleurs contestent la façon dont ils sont exploités.

C'est donc une question de rapport de force. Pour aboutir, une seule solution : unifions et durcissons le combat. Organisons le combat par des assemblées de travailleurs en lutte où ceux-ci devront pouvoir s'exprimer en toute liberté, décider des mots d'ordre comme des formes d'action, et participer à autre chose qu'à une réunion d'information.

CONSTRUIRE LA SOCIÉTÉ FUTURE DANS LES LUTTES D'AUJOURD'HUI

C'est à travers les batailles d'aujourd'hui que se créent les conditions de luttes plus dures qui permettront de renverser la bourgeoisie et d'instaurer le pouvoir des travailleurs.

Nous ne pensons pas que les

élections régleront les problèmes : ce n'est pas parce qu'il y aurait une majorité de gauche à l'Assemblée que les véritables pouvoirs seraient abolis, c'est-à-dire le pouvoir des patrons par l'exploitation de la force de travail et des mécanismes économiques de la société dite de consommation. Les expériences de 1936 (Front Populaire), de 1946 (majorité socialo-communiste) n'ont pas apporté de transformations notables ; la société de profit s'est maintenue.

Nous pensons par contre que le seul moyen de mettre à bas l'Etat capitaliste est de mener la lutte à tous les niveaux contre le pouvoir. Et que la manière dont sont dirigées aujourd'hui les luttes préfigure la société que nous voulons.

Ainsi, lorsque les travailleurs dirigent leurs luttes avec des comités de grèves où s'exerce la démocratie ouvrière par l'intermédiaire des assemblées de personnel (où se prennent effectivement les décisions pour la direction de la lutte), ce sont les embryons des conseils ouvriers qui dans les luttes se substituent au pouvoir patronal.

Les comités de soutien sont eux aussi préfiguration de l'organisation de la société socialiste dans la mesure où ils assurent la jonction entre la classe ouvrière et ses alliés, dans de véritables comités populaires.

Il n'est en effet pas question pour nous de croire que tout serait changé parce que un parti soi-disant « de la classe ouvrière » aurait pris le pouvoir. C'est aux travailleurs eux-mêmes, en s'organisant, de prendre le pouvoir et de le contrôler. Les luttes actuelles peuvent être, à condition de s'en donner les moyens, un bon terrain d'exercice.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PSU

Ce « Tribune Socialiste » a été rédigé par les militants de la Commission Entreprise, en collaboration avec les camarades engagés dans les différentes luttes.

Les principaux thèmes de ce numéro ont été développés par le Bureau national du Parti et la Commission Entreprise à l'occasion d'une conférence de presse qui s'est tenue le 14 avril à Paris.

FLASH SUR LES LUTTES . FLASH SUR LE

RENAULT

LE MANS

L'occupation se poursuit sous les mêmes formes que la semaine dernière. Un meeting a eu lieu le 14 mai. Mais à la veille de ce jour, aucun appel n'avait été lancé pour la participation à la journée nationale d'action de la métallurgie.

CLEON

Le 13 mai à 9 heures du matin, 300 à 400 cadres forcent les portes de l'usine et les travailleurs qui occupaient ne peuvent leur résister. L'usine est donc ouverte mais l'occupation se poursuit. La C.F.D.T. reste quasiment seule à mener la lutte.

A l'appel commun des syndicats C.G.T.-C.F.D.T.-F.O. une manifestation est prévue pour la journée du 14 mai.

FLINS

La situation est bloquée par la présence des flics qui sont maintenant à l'intérieur de l'usine. Elle ne pourra se débloquer que si des événements nouveaux interviennent au niveau de l'ensemble de la Régie.

BILLANCOURT

L'occupation avec piquets de grève se poursuit. Un comité central de grève a été constitué, qui coordonne les différents comités de grève au niveau de chaque département.

Un appel a été lancé pour participer à la manifestation parisienne du 14 mai.

R.A.T.P.

Le dépôt de Lancry s'est mis en grève le mercredi 12 dans l'après-midi, bloquant la sortie des bus, suivi le jeudi 13 par deux autres dépôts : St-Maur et St-Mandé. Ainz 22 lignes n'étaient pas desservies dans l'Est de Paris. La grève est totale. Les travailleurs ont décidé ce mouvement spontanément et collectivement pour remettre en cause la politique de la direction sur le modernisme qui, en décidant le passage de 2 agents à 1 agent par bus, qui assure à la fois la conduite et la recette, n'a pas voulu augmenter le nombre d'agents. Actuellement les « tableaux de marche » changent ; les vacances commencent. Il y a encore moins de personnel, les heures supplémentaires augmentent. Lutte à suivre.

PEUGEOT

(LILLE)

A Peugeot-Lille, un mouvement démarre sur les blocs vilbrequin et culasses. Les travailleurs de ces chaînes se mettent spontanément en grève pour protester contre les augmentations de cadence, et les conditions de travail qui se dégradent. Une assemblée générale des chaînes a lieu et elle délègue des travailleurs qui vont, accompagnés des délégués syndicaux, à la direction. Celle-ci refuse de négocier. La deuxième équipe qui prend la suite sur ces chaînes se met également en grève sur les mêmes revendications. Et brusquement la direction lâche tout : « Vous pourrez reprendre le travail sur les cadences qui vous conviennent et que vous estimez possibles ».

A la suite de cette victoire totale, le climat est très chaud dans l'entreprise et la lutte risque de s'étendre très rapidement dans les autres secteurs de l'usine.

A noter :

— les formes d'organisation de cette lutte : assemblée générale de chaîne qui délègue directement des travailleurs de base, syndiqués ou non, pour aller négocier avec la direction ;

— la direction qui cède totalement de peur que le conflit s'étende et laisse les travailleurs contrôler eux-mêmes leurs cadences.

BERLIET

(VENISSIEUX - BOURG MONTPLAISIR)

Depuis la grève de l'atelier de peinture des cabines, qui a permis aux ouvriers d'obtenir 0,20 F de plus de l'heure, les débrayages se succèdent dans tous les ateliers : montage moteurs, grosses presses, outilleurs, peinture autobus, forge, fonderie, traitement thermique. Les arrêts de travail sont déclenchés spontanément et portent sur les conditions de travail, hygiène, sécurité, cadences, etc... (exemple de l'atelier de montage moteurs : 1/4 d'heure d'oxygénation toutes les deux heures) et des augmentations de salaires. Le mouvement dans l'ensemble de l'entreprise s'étend de jour en jour.

Les syndicats ont appelé à 4 heures de grève pour la journée du 14 mai.

CIBA

(St-FONS)

La société fait partie du trust pharmaceutique suisse CIBA-GEIGY et emploie 700 personnes dont 350 ouvriers environ. A l'appel des syndicats les travailleurs étaient mobilisés sur le relèvement des salaires minimum et l'harmonisation des statuts. Devant le refus de la direction de discuter du renouvellement de l'accord d'entreprise, comme prévu début juin, le personnel ouvrier se met en grève 2 heures par jour. Les travailleurs se réunissent en assemblée générale et assemblée d'ateliers pour discuter et décider de leurs actions. Alors que le personnel mensuel est assez timide, les ouvriers se montrent très combattifs ; les organisations syndicales suivent le mouvement et sont surtout soucieuses actuellement d'étendre les luttes à l'ensemble de la chimie lyonnaise.

A noter :

Les travailleurs de la chimie lyonnaise ont engagé une série de luttes, actuellement plus marquées à la Rhodiacéta et CIBA, mais qui ont lieu aussi à Ugine-Kuhlmann, SPECIA et d'autres petites usines. En dehors de Rhône-Poulenc, où les mots d'ordre syndicaux sont suivis sans trop de discussions, ailleurs les travailleurs discutent. La solidarité qui traduit la volonté d'étendre les luttes s'est manifestée au cours du rassemblement du 1- mai et du débrayage général de 2 heures.

S.N.C.F.

Le trafic du réseau méditerranéen a été fortement perturbé à partir du samedi 8 mai. 11 dépôts sur 12 se sont trouvés paralysés par le mouvement. Les cheminots (roulants) réclament notamment une meilleure répartition de leurs horaires de travail et la présence de deux agents pour la conduite de tout engin à moteur. Ce mouvement, déclenché à la base, est en fait un avertissement à la direction que d'autres actions pourront avoir lieu.

RHODIACETA

BELLE ÉTOILE

A Saint-Fons, proche banlieue de Lyon, l'usine Rhodiacéta fabrique des textiles artificiels. Depuis janvier les travailleurs débrayaient une heure par semaine et par équipe pour appuyer leurs revendications de passage de la convention textile à la convention chimie. Il y a trois semaines, la direction en voulant faire travailler les ouvriers du feu continu en 5 x 6 au lieu de 4 x 8 met le feu aux poudres. Les travailleurs débrayèrent 1 heure par jour et par poste et bloquent l'entrée et la sortie des matières premières.

L'extension de la lutte à la chimie lyonnaise a commencé le 12 mai avec un arrêt de 2 heures dans les usines chimiques et une manifestation qui rassemblait 8 000 personnes sur la base du soutien à la Rhodiacéta et le retour aux 40 heures ainsi que le ratissage du pouvoir d'achat.

Des ouvriers d'une équipe de la Rhodiacéta ont rédigé et distribué un tract dans lequel on peut lire : « Les ouvriers du tergal, équipe C, ayant rédigé en commun ces revendications appellent tous les ouvriers à poursuivre la lutte dans l'unité. Pour ce faire nous exigeons que soient tenues des réunions d'information en présence de toutes les organisations syndicales et avec la participation la plus massive des travailleurs, afin que ces revendications soient débattues à la base et servent de pivot à nos luttes ».

SOUSCRIPTION

Je souscris la somme de

Pour la solidarité aux travailleurs de Renault.

Chèque à envoyer au C.C.P. 4-345-55 Paris.

Marie-Josée Thomas-Favier

Mention : « Solidarité Renault ».

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e